

Pr Jean Omasombo : “Le Président régnera, mais ne gouvernera pas”

- Le professeur Jean Omasombo explique comment le pouvoir congolais a jeté son dévolu sur Félix Tshisekedi.
- Aux Nations unies, les évêques congolais demandent la publication des P.-V. par la Commission électorale.
- L'Europe soutient la démarche.

Entretien Marie-France Cros

La Libre Belgique a interrogé le politologue Jean Omasombo, professeur à l'Université de Kinshasa et chercheur à l'Africa Museum de Tervuren, sur les élections présidentielle et législatives nationale et provinciale, qui se sont tenues – dans un grand désordre – le 30 décembre au Congo. C'est Félix Tshisekedi, issu de l'opposition, qui a été déclaré vainqueur par la Ceni (Commission électorale nationale indépendante), un résultat dont l'Église a souligné qu'il ne correspond *“pas aux données collectées par notre mission d'observation à partir des bureaux de vote et de dépouillement”*.

Comment en est-on arrivé là ?

L'équipe Kabila a d'abord joué la carte du dauphin désigné par Joseph Kabila, Emmanuel Ramazani Shadary, tout en préparant une deuxième carte dans l'opposition, Félix Tshisekedi. Dès septembre 2018, il y a eu deux tendances dans le camp Kabila. La première défendait l'idée qu'il fallait continuer à bloquer l'élection, afin que le chef de l'État demeure en place. La seconde insistait pour que les élections soient organisées parce qu'il n'y avait plus d'arguments pour les retarder encore et

qu'on risquait l'explosion populaire et surtout le mécontentement de la communauté internationale; qu'on devrait les gagner puisqu'on contrôlait la Ceni. Cette tendance-là s'est ensuite fissurée en une branche qui voulait jouer Ramazani Shadary à fond et une autre, qui, jugeant ce dernier trop impopulaire (à cause du rejet de Kabila dans l'opinion), poussait à trouver une carte ailleurs, avec qui négocier pour garder une partie du pouvoir si les choses tournaient mal pour la majorité présidentielle. C'est pour cela que la candidature de Félix Tshisekedi n'a pas été invalidée, malgré ses problèmes de faux diplôme.

Pourquoi choisir Félix Tshisekedi pour jouer ce rôle ?

Jouer Moïse Katumbi (Ndlr : dissident de la majorité présidentielle) était devenu trop difficile: il a détruit l'image de Kabila au Katanga, ce que ce dernier ne lui pardonne pas. Quant à Jean-Pierre Bemba (Ndlr : ex-candidat malheureux contre Kabila à la présidentielle de 2006), il est d'un caractère brutal et Kabila ne pouvait compter sur celui qu'il avait poussé à l'exil en 2007, avant qu'il soit arrêté par la Cour pénale internationale, jugé et acquitté après 10 ans de prison à la Haye. C'est Tshisekedi le plus fragile, d'autant qu'il n'a pas de ressources financières. Il avait déjà été plusieurs fois tenté de s'allier au camp

Kabila – en 2016 et encore après la mort de son père Étienne Tshisekedi (2017).

Au départ, il aurait été prévu que le dauphin de Kabila l'emporte, suivi par Tshisekedi. Mais l'image de Kabila ne passe plus dans l'opinion, malgré les moyens colossaux mis dans la campagne du dauphin Ramazani Shadary. D'où la solution ultime de faire passer Tshisekedi en tête, ce que Mobutu a toujours refusé de faire avec le père Tshisekedi – d'ailleurs moins conciliant. Joseph Kabila, lui, l'accepte, tout en gardant l'essentiel du pouvoir. Il le fait en suivant sa vieille tactique: en puisant là où il y a une base populaire. Au Congo, il y a essentiellement deux partis: le Palu d'Antoine Gizenga et l'UDPS des Tshisekedi. En 2006, Joseph Kabila – à l'époque partiellement accepté par la popula-

tion – a joué le Palu contre l'UDPS et a pris pour Premier ministre Gizenga puis Adopte Muzito. Après les élections de 2011, le Palu est resté un allié de Kabila mais il était affaibli à cause du grand âge de Gizenga et des divisions internes. Kabila a alors tenté de jouer seul, en poussant son parti, le PPRD, et en comptant sur les richesses qu'il avait accumulées. Il a voulu changer la Constitution et a pris un technocrate comme Premier ministre, Augustin Matata Ponyo. Mais les émeutes de janvier 2015 (NdlR: révolte populaire contre les projets de Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir au-delà de la fin de son dernier mandat légal, le 19 décembre 2016) ont cassé ce jeu. Joseph Kabila change alors de schéma; son équipe cherche désormais la survie. Sous quelle forme? Il y a une phase de dispersion, durant laquelle il recherche des partenaires. L'UDPS, encore dirigée par Étienne Tshisekedi, hésite. Katumbi, plus rapide, accroche le père Tshisekedi en organisant la rencontre de Genval, en Belgique, pour unir l'opposition anti-Kabila sous la présidence du vieil opposant; cette unification relance la popularité d'Étienne Tshisekedi. Mais il meurt, en février 2017, disparition qui provoque une crise au sein de l'UDPS, dont Joseph Kabila profite pour tenter de débaucher tout le parti. Les négociations sont complexes à cause de disputes internes; le camp présidentiel finit par se rabattre sur Samy Badibanga et Bruno Tshibala, qui se succéderont comme Premier ministre du régime, en détournant l'accord de la Saint-Sylvestre (NdlR: qui prolongeait la présidence Kabila en échange de l'organisation, avec l'opposition, des élections dues), en partie vidé de son contenu.

Aujourd'hui, apparemment, Joseph Kabila fait la même chose avec Tshisekedi: le nouveau chef de l'État régnera mais ne gouvernera pas. L'Assemblée nationale et le Sénat seront kabilistes, comme le gouvernement et l'armée. En outre, la famille Kabila est dans les principaux réseaux financiers. Le camp Kabila s'enkyste dans l'UDPS pour ne faire qu'un avec elle; ainsi va se perpétuer le contrôle du pays, installé durant les 18 ans de présidence du chef de l'État sortant.

Cependant, Kabila a considérablement accru les pouvoirs du chef de l'État. Tshisekedi ne pourrait-il en profiter?

C'est exact. Mais le problème du Congo, c'est la différence entre ce qu'on dit et ce qu'on fait, entre le légal et le réel. C'est la volonté des individus tenant l'État qui domine. On vient encore de le voir avec ces élections: il y a eu vote, qui donne une orientation, mais c'est Joseph Kabila qui choisit le vainqueur. Comme je l'ai dit, les contacts entre l'équipe Kabila et Tshisekedi ont (re)commencé en septembre-octobre 2018; mais il était nécessaire que celui-ci conserve son image d'opposant. S'il avait été choisi comme candidat unique de l'opposition, le 11 novembre à Genève, il aurait peut-être été moins fragile, mais le marché avait déjà été passé avec le camp Kabila.

Le 11 novembre, c'est Martin Fayulu qui est choisi comme candidat unique...

Oui, c'est Genève qui va créer Fayulu. Mais il a aussi deux atouts. D'abord, il est originaire de l'ouest – qui a toujours été anti-Kabila – contrairement à ce dernier et à son dauphin, Ramazani Shadary; on sait que l'est du pays, après l'avoir soutenu en 2006, rejette aujourd'hui Kabila. Ensuite, Fayulu bénéficie d'une virginité politique – ce qui n'aurait pas été le cas de Moïse Katumbi ou Jean-Pierre Bemba. En revanche, Fayulu ne dispose pas, contrairement à Tshisekedi, d'un socle de militants fanatiques et il était inconnu de plus de 80% des Congolais. Si les électeurs ont majoritairement voté pour Fayulu – même à Limete, siège de l'UDPS à Kinshasa, c'est lui qui l'a emporté – c'est parce qu'il incarne l'anti-Kabila.

Tshisekedi ne peut prétendre à ce rôle?

Sa volte-face après Genève (NdlR: il a rompu sa promesse d'appuyer le candidat unique désigné par l'opposition et s'est présenté de son côté, avec Vital Kamerhe) a beaucoup déplu à l'opinion, ainsi que son acceptation des machines à voter, surnommées par la population "machines à voler" [tricher]. Lors de la prise de fonction du nouvel archevêque de Kinshasa, M^{re} Fridolin Ambongo, le 22 novembre, dans le grand stade des Martyrs, la foule chantait que Tshisekedi était "vendu" et qu'elle voterait Fayulu "par vengeance".

Jeudi 10 janvier, c'est Félix Tshisekedi qui est proclamé par la Ceni vainqueur de la présidentielle...

Oui. Joseph Kabila a accepté de se dissimuler sous un voile. Mais c'est le même contenu, la même composition; seule la forme change. On reste, en définitive, dans le schéma de ce que la presse zaïroise, pendant la transition sous Mobutu (1990-1997), appelait "les Baluba du Président".

En quoi consiste-t-il?

Les Baluba du Kasai (NdlR: ethnie des Tshisekedi notamment), peuple réputé dynamique, jouissent d'une position favorable, au centre du pays, et surtout d'une forte démographie. Nombreux, ils sont éparpillés dans tout le Congo, avec une forte présence dans plusieurs provinces, dont le Katanga et, aujourd'hui, à Kinshasa. Mobutu, à chaque grosse difficulté, désignait l'un d'entre eux à un poste en vue – Premier ministre par exemple – afin de casser

un éventuel mouvement d'opposition contre lui. Joseph Kabila fait la même chose: après les émeutes de janvier 2015, il désignera Sammy Badibanga, puis Bruno Tshibala comme Premier ministre. Et aujourd'hui Félix Tshisekedi est "élu" à la présidence.

Épinglé

Recours de Fayulu, guerre de tranchées aux Nations unies

Nations unies. La Conférence nationale épiscopale du Congo (Cenco) a demandé vendredi à l'Onu de faire publier les procès-verbaux du scrutin présidentiel controversé du 30 décembre par la Commission électorale congolaise (Ceni), qui a réclamé de son côté un soutien international au président élu. La Cenco souhaite que *"le Conseil de sécurité demande à la Ceni la publication des procès-verbaux pour enlever les doutes et apaiser les esprits"*, a déclaré l'un de ses représentants, M^e Marcel Utembi, lors d'une liaison vidéo avec les 15 membres de la plus haute instance de l'Onu. *"Les résultats tels que publiés ne correspondent pas aux données collectées par la mission d'observation de la Cenco"*, a-t-il ajouté.

Menace d'annulation. De son côté, le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa, a exhorté le Conseil de sécurité à soutenir les nouvelles autorités élues, mettant en garde contre une annulation du scrutin.

Transparence. Plusieurs pays (Allemagne, France, Belgique) membres du Conseil de sécurité de l'Onu ont réclamé *"de la transparence"*. La Russie, elle, plaide pour le respect de la souveraineté.

Recours. Martin Fayulu, le candidat commun de l'opposition, a annoncé pour sa part qu'il déposerait ce samedi un recours devant le Conseil constitutionnel congolais. C'est le dernier jour pour déposer ce recours devant une cour très majoritairement composée de proches du président de la République sortant Joseph Kabila. **H.Le.** (avec Belga)